

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat

à la Convention

Objet : Discours prononcés lors de la session inaugurale de la Convention le 28 février 2002

La Convention trouvera ci-joint les discours prononcés par le Président du Conseil européen, M. José Maria Aznar, le Président du Parlement européen, M. Pat Cox, le Président de la Commission européenne M. Romano Prodi et le Président de la Convention européenne, M. Valéry Giscard d'Estaing, lors de la session inaugurale de la Convention, le 28 février 2002.

**Intervention du président du Conseil européen, M. José M. Aznar,
lors de la réunion inaugurale de la Convention sur l'avenir de l'Europe
Bruxelles, 28.2.2002**

Monsieur le président du Parlement,
Monsieur le président de la Commission,
Monsieur le président de la Convention,
Mesdames, Messieurs,

C'est aujourd'hui que la Convention entame ses travaux en vue de concrétiser l'accord auquel est parvenu le Conseil européen de Laeken de préparer, d'une manière aussi large et aussi transparente que possible, la prochaine conférence intergouvernementale.

Aujourd'hui, comme prévu dans la déclaration de Laeken, nous inaugurons solennellement la Convention, que préside Valéry Giscard d'Estaing, en raison de l'énorme prestige que lui a valu une carrière politique aussi remplie que la sienne.

Tous ici pouvez imaginer sans peine la satisfaction que ressent celui qui est appelé à prononcer ces mots. C'est le cas aussi de la présidence espagnole.

Nous restons à la disposition du président Giscard d'Estaing, des vice-présidents Amato et Dehaene et de tous les membres de la convention pour contribuer, autant que faire se peut, à ce que votre mission atteigne l'objectif proposé, dans les délais prévus.

Mesdames, Messieurs,

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est qu'il y a eu Nice. A Nice a été dégagé un accord laborieux sur les réformes institutionnelles qui devaient nécessairement accompagner l'élargissement et qui préparent l'Union du futur.

Le traité de Nice répondait à une réalité qui s'imposait à tous, la réunification du continent, et son approbation a été possible grâce aux efforts et à l'habileté de la présidence française.

Ensuite, les chefs d'État et de gouvernement ont convoqué la convention qui commence aujourd'hui, conscients de ce que la nouvelle étape exige des formes nouvelles de fonctionnement et de délibération pour continuer à faire "plus d'Europe", comme le dit le thème de la présidence espagnole de ce semestre.

Mesdames, Messieurs,

L'unité européenne réalisée à ce jour est la victoire d'une expérience sans équivalent dans l'histoire. A n'en pas douter, notre union repose aujourd'hui sur les politiques communes et les fondements solides d'un marché et d'une monnaie uniques. Je ne partage donc pas l'opinion de ceux qui croient déceler une crise existentielle dans le processus d'intégration.

Cette prétendue crise coïncide au contraire avec une phase particulièrement dynamique du processus d'unification, comme l'attestent la rapidité avec laquelle l'euro a été mis en circulation, les progrès rapides enregistrés dans le nouvel espace de liberté, de sécurité et de justice, les premiers pas concrets d'une politique commune de défense ou l'impulsion donnée au processus de modernisation et de réforme économique et sociale. Cette convention profite elle aussi de ce dynamisme, comme tout le processus d'élargissement et de réunification de l'Europe.

Il se fait toutefois que la situation mondiale exige que l'Union accélère sa marche en avant. Un illustre penseur européen, l'espagnol Ortega y Gasset, réclamait l'unité des États européens pour contrer le nationalisme et le risque de déclin de cette région du monde appelée l'Europe. À cet égard, les Européens d'aujourd'hui doivent être conscients qu'il est urgent de redéfinir le rôle de l'Europe dans un monde profondément transformé au passage d'un siècle à l'autre.

Soyons cependant conscients que c'est grâce à nos succès que nous pouvons aujourd'hui affronter des défis plus ambitieux. Je crois que nous ne pourrions atteindre les nouveaux objectifs que si notre premier souci est de poursuivre la consolidation du projet européen.

Cette tâche n'est pas, comme on pourrait le croire, facile et n'a rien à voir non plus avec le conservatisme ou, si l'on préfère, le conformisme. Elle implique que l'on développe et affine deux idées fondamentales du processus d'intégration.

La première est que notre avenir dépend de l'équilibre entre l'unité culturelle profonde de l'Europe et son évidente diversité historique. L'Europe politique de demain doit s'inscrire dans un cadre constitutionnel pluraliste, respectueux de la diversité des systèmes de ses États membres.

Ce que la déclaration de Laeken appelle "la voie vers une constitution pour les citoyens européens", c'est le développement d'un droit, le droit communautaire.

Le second principe de l'intégration européenne est la prise en charge progressive, par l'Union, de politiques qui jusqu'à présent, relevaient de la sphère exclusive des États.

Conjuguer une meilleure répartition et une définition plus claire des compétences dans l'Union européenne n'est à coup sûr pas une tâche facile, puisque nous devons être capables d'offrir des formules et des solutions qui apportent une amélioration réelle dans la vie quotidienne de tous les Européens.

Je ne doute pas que nous devons clarifier et mieux délimiter les compétences si nous voulons définir ce que nous souhaitons faire ensemble, afin que le citoyen perçoive plus aisément qui fait quoi dans l'Union et puisse, de cette manière, demander des comptes.

Mais cet exercice ne devrait pas se traduire par une régression dans le projet européen déjà réalisé et consolidé.

Nous devons continuer à faire ensemble ce que nous avons fait ensemble jusqu'à présent et qui en outre a apporté, au-delà de toute attente, une amélioration du niveau de vie qui a profité à l'ensemble de l'Europe.

La mise en circulation de l'euro doit être quant à elle un point de départ, et non un point d'arrivée. Ce pari d'une importance capitale, que nous avons gagné récemment, doit orienter notre action vers les domaines dans lesquels, les citoyens - et la communauté internationale - attendent une action plus résolue de l'Union: l'approfondissement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice; la modernisation du modèle social européen pour réaliser le plein emploi, et la mise en place d'une véritable politique extérieure et de défense commune.

Mesdames, Messieurs,

L'intégration européenne n'est pas une fin en soi; elle est un moyen au service des valeurs les plus positives de la culture européenne: droits fondamentaux pour tous, sans discrimination, démocraties pluralistes, prospérité partagée et concurrence dans le domaine économique.

Le grand objectif qui doit inspirer les travaux de cette Convention est l'élaboration, pour l'Europe, d'un projet viable et efficace.

Une Europe dans laquelle tous les citoyens puissent récolter les fruits, dans des conditions égales, du marché intérieur, de la monnaie unique et du modèle social européen.

En dépit des importants progrès réalisés, la distance à parcourir reste longue. Seul un calendrier de projets et de réalisations concrètes permettra aux citoyens de se retrouver dans l'édification d'une union politique. Si l'Union a un avenir, et je suis pleinement convaincu qu'elle en a un, il faut que les Européens y croient vraiment, appuient ce projet et en aient une perception positive.

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous dire la grande confiance que le Conseil européen, et moi personnellement, avons placée dans cette Convention et son Président. Les personnalités importantes et prestigieuses qui participent à ces travaux sont innombrables.

Je ne doute pas un instant que la Convention et son Président sauront répondre aux attentes des Européens en se concentrant sur les questions qui préoccupent véritablement nos citoyens.

Le succès de cette Convention dépendra de leur capacité à se montrer réceptifs aux inquiétudes et aux attentes que la société exprimera, notamment, dans les différents débats nationaux et le Forum civil européen, dont les contributions alimenteront les débats de la Convention.

Pour que les travaux de la Convention se déroulent de manière ordonnée et efficace, il est fondamental, d'une part, de maintenir une synergie avec le Conseil européen, puisque c'est à cette institution qu'il incombe d'adopter les décisions définitives sur la réforme des Traités, et, d'autre part, il est d'une importance capitale de respecter la durée prévue des travaux de la Convention.

Ce n'est que de cette manière que la Conférence intergouvernementale pourra élaborer un nouveau traité dans un délai court, ce qui serait assurément souhaitable.

Le défi que doit relever cette Convention va au-delà de la tâche, exigeante et difficile, consistant à préparer les réformes. Il s'agit en outre de confirmer la validité d'une méthode déjà utilisée pour l'élaboration de la Charte européenne des droits fondamentaux.

La consolidation de ce modèle constituerait un pas d'une importance énorme dans la nécessaire évolution du système établi pour la prise de décision et ne sera pas le moindre mérite de la Convention si elle parvient à formuler des propositions de nature à consolider le projet européen , à approfondir l'intégration et à progresser dans le processus de constitutionalisation de l'Union européenne.

Je souhaite terminer en félicitant tous les membres de la Convention pour l'honneur qui s'attache à la haute responsabilité qu'ils ont prise et en leur disant mon souhait de voir leurs efforts récompensés par le succès.

DISCOURS DE M. Pat COX, PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

à l'occasion de l'ouverture solennelle de la

convention sur l'avenir de l'Europe

Bruxelles, 28 février 2002

Au nom du Parlement européen, j'ai le grand plaisir de vous accueillir aujourd'hui dans notre hémicycle - là où est née l'idée de cette convention. Je le fais en vous souhaitant un plein succès, dont la paternité, nous le savons, sera collective.

En octobre 2000, avant la conclusion du traité de Nice, le Parlement européen a adopté un rapport sur la constitutionnalisation des traités européens et exigé l'établissement d'une convention. Nous pensions alors qu'une convention était souhaitable. Après le traité de Nice, le Parlement européen a été convaincu de sa nécessité.

Dans les annales de la réforme du traité européen, cette journée marque un pas décisif et révolutionnaire pour la démocratie européenne et la méthode parlementaire.

Cette convention est synonyme d'ouverture et de transparence, d'innovation et de créativité.

Il y a cinquante ans, après une guerre dévastatrice qui a divisé notre continent, une génération de dirigeants européens n'ont vu que trop clairement ce qui était mais ont été prêts à rêver à ce qui pourrait être. Ils avaient le courage de leurs convictions européennes. Il sont ouverts à l'Europe la voie de la réconciliation et du progrès que nul n'avait empruntée auparavant. Nous sommes les bénéficiaires de cet héritage et de leur prévoyance.

Aujourd'hui, notre génération d'Européens est convoquée ici pour répondre à l'appel de l'Europe. Je suis particulièrement heureux que, en termes de représentation, cette convention soit véritablement continentale. J'accueille en particulier à cette table constitutionnelle nos amis et collègues des pays candidats. Notre défi, votre défi est également celui d'une génération:

- définir et redéfinir ici et maintenant l'objectif public contemporain de l'Europe, sa valeur ajoutée et ses responsabilités globales;
- tracer notre route,
- pour que ce que nous faisons et la façon dont nous le faisons soit efficace, ouvert et responsable démocratiquement et surtout utile à la vie de nos concitoyens.

Le Parlement européen attache une importance particulière au dialogue avec les citoyens et la société civile. Nous voudrions vous inviter instamment à ne pas être seulement une convention qui parle mais une convention qui écoute.

Notre plus vif souhait est que cette convention ouvre la voie à un dialogue permanent avec nos peuples, les partenaires sociaux, la société civile, les États et les régions.

Grâce à la méthode parlementaire, votre travail sera soumis à l'attention des médias et de l'opinion et sera diffusé simultanément sur internet sur le site du Parlement européen. C'est là un signe de l'Europe plus ouverte que vous êtes appelés à faire naître.

En contemplant notre avenir commun, nous nous devons de respecter ce qui a contribué à servir les meilleurs intérêts de l'Europe dans le passé. Concernant les questions d'équilibre institutionnel et les prérogatives, le Parlement européen soulignera la nécessité de conserver intelligemment ce qui doit l'être sans être conservateur.

Le test ultime de la convention qui s'ouvre ici aujourd'hui sera sa capacité à forger une sagesse et une volonté collectives, à mener à bien une réforme équilibrée et pratique de ce que nous faisons en commun en tant qu'Européens et de la façon dont nous le faisons et cela dans des conditions qui pèseront de façon décisive sur la prochaine conférence intergouvernementale sur la réforme du traité.

Le Parlement européen, en tant que partenaire actif et facilitateur de ce processus, vous souhaite le plein succès.

Vous pouvez voir, derrière la Présidence, l'image de l'Europe symbolisée par le drapeau aux douze étoiles. Nous sommes évidemment des politiques, nous devons être pragmatiques et garder les pieds sur terre; mais rien ne nous empêche de regarder vers ces étoiles et de rêver à l'avenir commun que nous souhaitons imaginer et créer.

À propos de rêves, je conclurai cette journée particulière par une citation de William Butler Yeats, prix Nobel de littérature:

"J'ai semé mes rêves sous vos pieds; marchez doucement car vous marchez sur mes rêves"

Discours de M. Romano Prodi
Président de la Commission européenne
Séance inaugurale de la Convention sur l'avenir de l'Europe
Parlement européen
Bruxelles, le 28 février 2002

Monsieur le Président de la Convention,

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention,

Monsieur le Président du Parlement européen,

Monsieur le Président du Conseil,

Il est des moments où les peuples sont appelés à proclamer et à définir les raisons pour lesquelles ils partagent un même destin.

Pour les peuples de notre Europe le moment est venu.

Vous, représentants des États, des institutions et des peuples d'Europe, êtes aujourd'hui réunis dans cette Convention parce que l'intégration a réussi au-delà de toute espérance.

Vous êtes réunis ici parce qu'un continent tout entier s'interroge sur son destin.

Il vous appartient de lui apporter les réponses; des réponses à la hauteur de l'enjeu.

La question centrale qui vous est posée n'est pas de nature technique. Elle va bien au-delà des simples mécanismes, des règles et des architectures institutionnelles.

Parce qu'en effet l'Europe est beaucoup plus que cela.

Voilà cinquante ans maintenant, des hommes lucides, courageux et capables de voir loin ont su ouvrir une voie entièrement nouvelle.

Ils ont choisi la réconciliation plutôt que la guerre, la paix fondée sur l'interdépendance plutôt que la destruction réciproque, le droit plutôt que la loi du plus fort. Ils ont jeté les bases d'une Communauté de peuples et d'États.

Des institutions supranationales originales ont été bâties, puis consolidées. Une Commission garante de l'intérêt général européen, un Parlement élu au suffrage universel qui représente le peuple européen et une Cour de justice qui veille à la primauté du droit, coopèrent avec les États membres réunis dans le Conseil.

Cette coopération a créé une nouvelle identité européenne.

Elle a encouragé des échanges d'une ampleur sans précédent. Elle a permis et assuré la stabilité et le développement. Enfin, elle a donné naissance à une monnaie unique, l'euro, accueillie partout avec enthousiasme par les populations.

Voilà treize ans, les peuples d'Europe centrale et orientale auparavant privés de liberté ont repris leur destin en main et ont fait le choix de la démocratie.

Aujourd'hui, ces peuples dont je salue avec émotion et amitié les représentants ici présents demandent à s'unir à nous.

Nous devons répondre positivement à leur demande, en rénouvant et élargissant le pacte politique européen.

Les imperfections de l'intégration communautaire qui existent et qui doivent être corrigées sont bien peu de choses en regard de ce que nous avons su construire et de ce que nous pouvons et devons encore faire.

Le succès de l'Union européenne élargie, le succès de la grande Europe est possible.

Nous en avons la capacité.

Mais quel projet pour l'Europe de demain?

Je crois qu'il faut relever quatre défis.

En tant qu'Européens nous devons d'abord assumer nos responsabilités, à l'échelle mondiale, au service de la paix et du développement.

C'est en effet l'avenir du monde qui est en jeu, la vie de millions d'êtres humains réduits à vivre dans une indicible pauvreté, le sort des innocents qui paient au prix fort des guerres insensées.

Aucun de nos États n'est à même d'y arriver seul.

En tant qu'Européens nous devons aussi défendre un modèle de société équilibré, capables de concilier prospérité économique et solidarité.

En fait, notre bien-être et notre mode de vie sont étroitement liés à l'équilibre entre croissance, justice sociale et défense de l'environnement.

Nos capacités à créer de la croissance et des emplois dépendent de la monnaie unique et du marché unique, tous deux fondés sur un système de règles communes.

En tant qu'Européens nous devons en outre garantir la liberté dans le plein respect des principes de sécurité.

Notre histoire et notre culture nous imposent de ne pas dissocier sécurité, justice et liberté. Face au terrorisme et au crime sans frontières, face aux grands phénomènes migratoires, notre action ne peut être conduite qu'à l'échelle européenne.

Enfin, nous Européens devons parier sur l'avenir pour faire de l'Europe un pôle novateur de rayonnement intellectuel et scientifique.

Parce que dans le domaine de l'intelligence l'Europe ne peut pas se laisser distancer.

Seulement lorsque vous aurez défini le projet de l'Europe de demain, et seulement à ce moment-là, Mesdames et Messieurs les membres de la Convention, vous pourrez aborder les questions plus spécifiquement institutionnelles.

Permettez-moi de vous livrer quelques brèves réflexions à cet égard.

Nous devons nous doter d'une Constitution qui marque la naissance de l'Europe politique.

Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue l'originalité de l'intégration européenne.

Son originalité réside dans le fait que l'Union européenne est une union de peuples et d'États. En vérité l'ambition n'est pas de créer un super État. Quel en serait le sens en effet dès le moment où les modèles étatiques classiques s'avèrent de plus en plus inadaptés à gérer la mondialisation? L'ambition véritable, faite de réalisme et de visions, est de faire évoluer ultérieurement cette construction originale vers une démocratie supranationale de plus en plus avancée.

Une démocratie européenne qui se fonde sur les peuples et sur les États d'Europe.

C'est pourquoi nous devons adapter à cette construction originale les grands principes de nos traditions démocratiques nationales, notamment:

- la séparation des pouvoirs;
- le vote à la majorité;
- le débat public et le vote, par les élus du peuple, de tous les textes de loi;
- l'approbation des impôts par le Parlement.

Le système de décision de l'Union doit être revu.

Des procédures de décision et d'exécution nouvelles plus simples et plus transparentes sont nécessaires.

Des fonctions et des compétences exercées aujourd'hui au niveau de l'Union peuvent et doivent être reconsidérées et confiées aux États membres. La Commission ne se soustraira pas à ses responsabilités et elle est prête à prendre sa part et à évoluer en fonction des nouvelles nécessités de l'Europe.

Elle est prête à redéfinir ses tâches et même, si cela s'avère utile dans l'intérêt général, à céder une partie de ses compétences propres pour assumer de nouvelles responsabilités dans les domaines où se joue l'avenir de l'Europe. En effet, toutes les institutions représentées ici doivent se remettre en question devant cette Convention.

La Commission est « gardienne des Traités ».

Cela signifie qu'elle veille à ce que l'Union européenne reste fidèle à elle-même, mais cela ne veut pas dire qu'il faille conserver ce qui doit être changé.

Tout en reconnaissant et en respectant les grandes traditions culturelles et spirituelles qui sont l'âme de l'Europe, nous devons travailler à une vraie réforme de l'Union européenne.

Une réforme en profondeur mais qui préserve en même temps les grands principes qui ont permis notre succès.

Nous devons continuer à aller vers « une Union sans cesse plus étroite » entre les peuples d'Europe parce que notre jeunesse ne se reconnaîtra pas dans un projet restrictif et sans souffle.

Nous devons partager notre souveraineté pour l'exercer effectivement (comme nous l'avons fait pour la monnaie).

Nous devons reconnaître la nécessité d'institutions responsables de l'intérêt commun.

Nous devons garantir l'égalité de traitement entre tous les États.

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention,

L'Europe n'est pas une alliance. Elle est la maison commune des citoyens européens. Elle est le nouveau protagoniste du siècle qui commence.

C'est pourquoi elle ne peut pas être bâtie sur la loi de quelques-uns parce qu'ils sont plus grands et plus forts ou membres plus anciens du club européen. L'Union européenne est une « union de minorités » dans laquelle aucun État ne doit pouvoir dominer les autres.

Elle ne peut pas non plus se contenter d'une vague coordination qui ne résisterait pas aux fortes tensions.

Il y a cinquante ans Jean Monnet a créé la Haute Autorité du charbon et de l'acier, persuadé qu'une institution chargée de défendre l'intérêt supérieur devait veiller à ce que chacun respecte durablement les engagements qu'il avait pris.

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention, c'est à partir de ce même constat que vous devrez bâtir des institutions solides.

L'Union européenne n'est pas et ne doit pas devenir une nouvelle Société des Nations, réduite à l'impuissance par les égoïsmes et les droits de veto.

L'Union européenne offre un modèle harmonieux de démocratie supranationale.

Elle est l'unique tentative concrète de réaliser une mondialisation démocratique, capable de promouvoir le droit et le développement.

C'est à ce titre qu'elle peut jouer un rôle tout à fait particulier dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Je suis certain que vous saurez donner à notre continent des institutions adaptées à son originalité, des institutions à la mesure de son passé, des institutions à la hauteur des enjeux du monde de demain.

Au sein de la Convention, la Commission sera représentée par les Commissaires Barnier et Vitorino. Elle apportera, avec passion, la contribution de sa compétence et de son expérience.

Le 26 février 2002

DISCOURS INTRODUCTIF

DU PRESIDENT V. GISCARD d'ESTAING

A LA CONVENTION SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Remerciements au Président du Conseil (pour nous avoir créés)

 au Président du Parlement Européen (pour nous héberger, et assurer le contact avec les électeurs de la seule institution européenne élue)

 au Président de la Commission (pour nous inspirer, et partager avec nous l'expérience de son institution).

Mesdames, Messieurs,

Ladies and Gentlemen,

Meine Damen und Herren,

Signore e Signori (IT)

Señoras y Señores (ES)

Dames en heren (NL)

Mine damer og herrer (DK)

Κυρίες και Κύριοι (GR)

Minhas Senhoras e Meus Senhores (PT)

Hyvät naiset ja herrat (FI)

Mina damer och herrar (SV)

Szanowni Państwo (PL)

Vous êtes les membres de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

Vous êtes les Conventionnels de l'Europe.

A ce titre, vous détenez le pouvoir dont est investi tout organe politique : celui de réussir ou d'échouer.

D'un côté, le gouffre béant de l'échec. De l'autre, la porte étroite du succès.

Si nous échouons, nous ajouterons à la confusion présente du projet européen, dont nous savons qu'il ne sera pas en état de fournir, après l'élargissement en cours, un système de gestion de notre continent efficace et lisible par l'opinion. Ce qui a été construit depuis cinquante ans trouverait sa limite, et serait menacé de dislocation.

Si nous réussissons, c'est-à-dire si nous nous accordons à proposer un concept d'Union européenne, adapté à la fois à la dimension continentale, et aux exigences du XXIème Siècle, un concept porteur d'unité pour notre continent et de respect pour sa diversité, vous pourrez vous séparer et revenir chez vous, que vous soyez italo-européen, anglo-européen, polono-européen -ou tous les autres- en ayant le sentiment d'avoir contribué, modestement mais efficacement, à avoir écrit un chapitre nouveau de l'histoire de l'Europe.

*
* *

Je voudrais, en préface à cette Convention, vous dire combien notre travail est essentiel pour l'Europe et même pour le monde ; vous dire aussi que notre mission sera difficile, car elle devra conjuguer la dynamique d'un mouvement associant les États et les hommes, à une grande rigueur de pensée et de méthode ; je conclurai par un appel à l'enthousiasme, lancé à vous, les Conventionnels, aux dirigeants des États membres et des États candidats, et à toutes les citoyennes et tous les citoyens de l'Europe, des plus âgés qui ont souffert des affrontements cruels du passé, jusqu'aux plus jeunes, qui rêvent de voir s'ouvrir en Europe un large espace de liberté et d'opportunité.

*
* *

Le Conseil européen ne pouvait pas souligner davantage l'importance de nos travaux qu'en créant cette puissante équipe de la Convention, dont vous êtes membres.

Cette équipe de 105 membres est à la hauteur du défi qui nous est lancé :

- la Convention s'appuiera sur deux Vice-Présidents de premier plan, Messieurs Giuliano Amato et Jean-Luc Dehaene, ayant exercé les plus hautes responsabilités dans deux pays fondateurs ;

- la présence parmi les représentants du Parlement européen, des Parlements nationaux et des Gouvernements, de personnalités de grande stature, ayant réfléchi aux données du débat européen, garantira la qualité du dialogue qu'ils entretiendront avec leurs instances nationales, vis-à-vis desquelles ils joueront un rôle de relais indispensable ;

- à ce propos, je remercie chaleureusement celles de ces instances qui ont répondu positivement à mon appel, en désignant des femmes pour les représenter ;

- quant aux deux représentants de la Commission, ils nous feront bénéficier de leur grande expertise, et de leur connaissance pratique de l'Europe communautaire ;

- la forte représentation des pays candidats, avec 39 membres, assurera à la Convention une connaissance précise de leurs aspirations, et du rôle qu'ils souhaitent jouer en Europe ;

- le Secrétariat Général de la Convention sera assuré par un diplomate de haut niveau, ayant l'expérience des institutions européennes. Je remercie le Gouvernement britannique d'avoir facilité sa désignation.

Enfin la petite équipe du Secrétariat général, jeune et talentueuse, choisie exclusivement en fonction de ses mérites, constituera, j'en suis sûr, le plus brillant « think tank » de la grande aventure européenne, et sera un outil de cohérence et de méthode pour nos travaux.

*

* *

La Convention s'inscrit dans la continuité d'une histoire européenne riche et féconde.

Le chemin parcouru depuis Jean Monnet, Konrad Adenauer, Paul-Henri Spaak, et Alcide de Gasperi, est gigantesque, à peine croyable.

Rien que votre présence commune dans cette salle aurait paru inimaginable, et aurait fait rêver les Britanniques, les Allemands, les Français, et les Néerlandais, il y a moins de soixante ans, et les Tchèques, les Hongrois et les Roumains, il y a moins de quinze ans.

L'Europe a avancé pas à pas, de Traités en Traités. Le chemin est jalonné d'accords partiels, de crises, vite surmontées. Le trait le plus frappant est que l'Europe a pu paraître bloquée, à certaines époques, mais qu'elle n'a jamais reculé.

En changeant de monnaie, avec une remarquable capacité d'adaptation et une forme de joie populaire, 302 millions d'Européens viennent de jeter par-dessus le moulin le reproche d'euro-sclérose, et de montrer qu'ils sont capables d'approuver ce qu'on leur propose lorsqu'ils le jugent simple et utile.

Le long de ce parcours, les institutions européennes, le Conseil, le Parlement européen, la Commission, la Cour de Justice ont rendu des services signalés, auxquels il faut rendre hommage.

Mais en même temps, force est de constater que ces démarches atteignent leurs limites. Le processus d'union de l'Europe donne des signes d'essoufflement, comme le souligne la déclaration de Laeken.

Les mécanismes de décision se sont compliqués, au point de devenir illisibles pour l'opinion publique. Depuis Maastricht, les derniers Traités ont été difficiles à négocier, et n'ont pas répondu à leurs objectifs initiaux : les discussions au sein des institutions ont souvent donné le pas à des intérêts nationaux, sur la considération du bien commun européen. Enfin le taux d'abstention aux élections européennes atteint un niveau inquiétant, dépassant pour la première fois en 1999 le seuil hautement symbolique de 50 % !

L'inadaptation touche l'Europe dans sa géométrie actuelle. Elle sera encore plus critique dans l'Europe élargie.

Nous devons y porter remède, dans l'intérêt de l'Europe, mais aussi dans l'intérêt du monde.

Le monde actuel manque d'une Europe forte, unie, et pacifique.

Le monde se sentirait mieux s'il pouvait compter sur l'Europe, une Europe s'exprimant d'une seule voix, certes pour affirmer le respect de ses alliances, mais aussi pour faire entendre, chaque fois que c'est nécessaire, un message de tolérance et de modération, d'ouverture sur les différences, et de respect des droits de l'homme.

N'oublions pas que notre continent a apporté à l'humanité, depuis l'antiquité gréco-latine jusqu'au siècle des lumières, les trois apports fondamentaux de la raison, de l'humanisme, et de la liberté.

Oui, chacun se sentirait mieux sur notre planète s'il pouvait entendre la voix forte de l'Europe.

Si nous réussissons, dans 25 ans ou 50 ans -la distance qui nous sépare du Traité de Rome- l'Europe aura changé de rôle dans le monde.

Elle sera respectée et écoutée, non seulement comme la puissance économique qu'elle est déjà, mais comme une puissance politique qui parlera d'égale à égale avec les plus grandes puissances de la planète, existantes ou à venir, et qui disposera des moyens d'agir pour affirmer ses valeurs, assurer sa sécurité, et jouer un rôle actif dans le maintien de la paix internationale.

Nos travaux, Mesdames et Messieurs les membres de la Convention ne constitueront qu'une étape de la nouvelle Europe, mais c'est un point de passage obligé pour donner un nouveau départ à notre aventure multinationale.

*

* *

Le piétinement actuel de l'Europe tient à plusieurs facteurs, notamment l'enchevêtrement des compétences, la complexité des procédures, et peut-être aussi l'affaiblissement de la volonté politique, mais surtout, je crois, à une cause centrale : la difficulté de conjuguer un fort sentiment d'appartenance à l'Union européenne, et le maintien d'une identité nationale.

Cette difficulté existe déjà aujourd'hui. Mais, elle sera accentuée par le nombre et la diversité des États qui participeront demain à la vie de l'Union européenne.

Cette demande est relativement nouvelle. Pendant les premières décennies de l'union de l'Europe, où les identités nationales restaient fortes, au point d'avoir alimenté des affrontements sanglants pour les protéger, ou pour les étendre, et où le projet ne concernait qu'une petite Europe, relativement homogène, la seule question qui se posait était celle de faire avancer l'intégration européenne.

Depuis les années 1990, nous avons vu grandir une autre demande : celle de la recherche d'une compatibilité entre le désir d'appartenance à une Union européenne forte, et le maintien d'un ancrage solide dans la vie politique, sociale et culturelle nationale.

Nous devons faire en sorte que les gouvernants et les citoyens développent une "affectio societatis" européenne, forte et reconnue, tout en gardant leur attachement naturel à leur identité nationale.

C'est en considérant l'ensemble de ces données que le Conseil européen réuni à Laeken a décidé de créer la Convention sur l'avenir de l'Europe, dont vous êtes membres, en lui assignant comme mission de préparer la réforme de ses structures et de nous engager, si nous nous en montrons capables, sur la voie d'une Constitution pour l'Europe.

*

* *

Quel doit être alors notre programme ?

Et comment allons-nous conduire nos travaux ?

L'état présent de la situation européenne nous invite à remonter en amont, pour retrouver les sources, et pour nous interroger sur la finalité du projet européen.

La première phase de nos travaux sera donc une phase d'écoute, ouverte et attentive.

Nous devons nous interroger entre nous, les conventionnels, et interroger tous nos interlocuteurs, pour trouver la réponse à la question : "qu'est-ce que les Européens attendent de l'Europe, au début du XXI^{ème} siècle ?".

Nous devons partir sans idée préconçue, et former notre vision de la nouvelle Europe par une écoute constante et attentive de tous nos partenaires, gouvernants et gouvernés, partenaires économiques et sociaux, représentants des collectivités territoriales -déjà présents ici- membres des associations et de la société civile représentées au forum, mais aussi celles et ceux qui n'ont pas d'autre identité que leur appartenance à l'Europe.

Dans cette écoute, nous devons privilégier deux cibles : les jeunes, pour lesquels je souhaiterais que nous puissions organiser une « Convention des jeunes de l'Europe », qui tiendraient une session sur le modèle de la nôtre ; et les citoyens des pays candidats, qui vont faire à la fois la découverte et l'apprentissage de l'Union européenne.

Nous ferons appel aux moyens contemporains et interactifs d'écoute, notamment sur l'Internet. Chacun doit pouvoir se faire entendre, ce qui suppose, bien entendu, une organisation efficace et décentralisée, permettant un dialogue sans frontières, idéologiques ou partisans.

De même, il existe le désir d'une interrogation interactive, permettant à la société civile de réagir sur certaines de nos futures propositions.

Le Vice-Président Jean-Luc Dehaene a accepté de coordonner l'action de la Convention dans ce domaine.

Nos premières réunions seront consacrées à cette écoute sur la demande d'Europe.

Notre interrogation portera notamment sur le point de savoir comment les Européens imaginent l'Europe dans 50 ans. Souhaitent-ils une Europe tendant à l'homogénéité –une Europe plus uniforme-, entraînée par une dynamique d'harmonisation ?

Préfèrent-ils une Europe qui conserverait sa diversité, en respectant les identités historiques et culturelles ? Ces deux objectifs conduisent évidemment à des démarches différentes.

De même nous devons intensifier notre écoute sur une question que la Déclaration de Nice a placée en tête des demandes à notre Convention et dont la déclaration de Laeken souligne l'importance : celle de la définition des compétences respectives de l'Union européenne et des États membres : la réponse à la fameuse question : qui fait quoi en Europe ? Quelles doivent être ces

compétences de l'Union et des États ? Faut-il privilégier les compétences exclusives, ou s'accommoder d'un large secteur de compétences partagées ? Quels doivent être les modes d'exercice de ces compétences, pour qu'ils soient lisibles par l'opinion publique ?

Dans cette écoute, nous pourrons avoir recours aux travaux très enrichissants, menés au sein du Parlement européen.

Peut être, pour faciliter la démarche de nos interlocuteurs de la société civile, devons-nous élaborer une forme de "questionnement sur l'Europe", à l'image de ce qui a déjà été fait dans certains États membres.

*
* *

Après cette phase d'écoute, nous aurons à conduire deux démarches en parallèle.

D'abord chercher les réponses aux questions posées dans la déclaration de Laeken. Ces questions forment six grands groupes : les questions fondamentales sur le rôle de l'Europe ; la répartition des compétences dans l'Union européenne ; la simplification des instruments de l'Union ; le fonctionnement des institutions et leur légitimité démocratique ; la voix unique de l'Europe dans les affaires internationales ; et, enfin, la démarche vers une Constitution pour les citoyens européens.

En parallèle, nous devons considérer avec soin les différentes prescriptions que d'autres ont avancées pour l'avenir de l'Europe, et qui sont devenues publiques.

À ce stade, notre rôle ne sera pas de porter des jugements de valeur sur ces prescriptions, mais simplement de les examiner dans toutes leurs conséquences, et de vérifier leur cohérence, notamment au regard des questions de Laeken, afin de mesurer leur impact, à 25 ans et à 50 ans d'échéance, sur l'avenir de l'Europe.

Nous considérerons en particulier les formules suivantes :

- l'organisation des institutions européennes telles qu'elles résultent du traité de Nice ;

- le projet d'une organisation fédérale de l'Europe, selon le modèle qui a été avancé en particulier par les hauts dirigeants allemands ;

- le document établi par la Commission européenne sur la modernisation de la méthode communautaire ;

- les solutions présentées sous la bannière d'une "Fédération d'États-Nations, comportant, ou non, la création d'une deuxième chambre.

C'est lorsque cet examen sera achevé que la Convention pourra aborder la troisième phase de ses travaux : celle de ses recommandations, voire de sa proposition.

Nous devons répondre à la demande de simplification des Traités, en vue de parvenir à un Traité unique, lisible par tous et compréhensible pour tous.

La déclaration de Laeken laisse à la Convention le choix de présenter des options ou de faire une recommandation unique.

Il serait contraire à la logique de notre démarche d'effectuer ce choix dès aujourd'hui.

Mais il est certain qu'aux yeux de l'opinion publique notre recommandation aurait un poids et une autorité déterminants si nous parvenions à réaliser un large consensus sur une proposition unique que nous pourrions présenter tous ensemble.

À considérer que notre consensus porte sur ce thème, nous pourrions ainsi ouvrir la voie vers une Constitution pour l'Europe.

Afin d'éviter toute querelle sémantique, convenons aujourd'hui de l'appeler: un "traité constitutionnel pour l'Europe".

*

* *

J'en viens à la conduite de nos travaux.

Chacun peut mesurer l'immensité de la tâche à accomplir, si nous voulons aller jusqu'au bout de nos réflexions, et rédiger les textes traduisant nos propositions.

Le délai d'une année qui nous est imparti est relativement court.

Nous nous efforcerons de le respecter.

Mais je dis tout de suite que je ne suis prêt à sacrifier ni l'authenticité de l'écoute des citoyens européens, ni la qualité des travaux de notre Convention, et des propositions élaborées par elle.

Les modalités pratiques de fonctionnement de notre Convention ne sont pas du ressort de cette séance inaugurale. Nous les mettrons au point au cours de notre première session de travail.

Mais je voudrais vous présenter trois remarques qui me paraissent importantes pour l'orientation de nos travaux.

1. Nous ne sommes ni une Conférence intergouvernementale, ni un Parlement.

Nous sommes une Convention.

Nous ne sommes pas une Conférence intergouvernementale, car nous n'avons pas reçu le mandat des Gouvernements de négocier en leur nom les solutions que nous proposerons.

Nous ne sommes pas un Parlement, car nous ne sommes pas une institution élue par les citoyens pour élaborer des textes législatifs. Ce rôle est celui du Parlement européen, et des Parlements nationaux.

Nous sommes une Convention.

Qu'est-ce à dire ?

Une Convention est un groupe d'hommes et de femmes réunis à seule fin d'élaborer un

projet commun.

Le principe de notre existence, c'est notre unité.

Les membres des quatre composantes de notre Convention ne devront pas se considérer comme étant uniquement les porte-parole de ceux qui les ont désignés -Gouvernements, Parlement européen, Parlements nationaux, et Commission-. Pas plus que Giuliano Amato ne parlera au nom de l'Italie, Jean-Luc Dehaene au nom de la Belgique, et moi-même au nom de la France.

Chacun restera évidemment loyal à son mandat, mais il devra apporter sa contribution personnelle aux travaux de la Convention.

Soyons clairs. Cette Convention ne peut pas réussir si elle est seulement le lieu d'expression d'opinions divergentes. Elle a besoin de devenir le creuset où s'élabore, mois après mois, une approche commune.

Pour être à l'écoute, la Convention devra se tourner vers l'extérieur.

Mais pour réfléchir à ce que nous pourrions proposer, les membres de la Convention devront se tourner les uns vers les autres, et dégager peu à peu un « esprit de la Convention ».

Vers l'extérieur, pour écouter. Vers l'intérieur, pour proposer.

*

* *

2. Ma deuxième remarque concerne ce qui se passera dans l'enceinte même de la Convention.

La déclaration de Laeken l'a dotée de deux structures : Une Présidence, assortie de deux Vice-Présidences ; et un bureau (ou Presidium) de douze membres.

Certains d'entre vous se sont inquiétés du rôle du Présidium et de la Convention plénière, redoutant que l'essentiel du travail ne s'effectue, dans la pratique, au sein du Présidium.

Je vous dirai qu'à mes yeux, la Convention, c'est la Convention !

Il est naturel que ses travaux soient préparés et organisés par un bureau, comme dans toute Assemblée et toute association.

Mais les débats auront lieu ici, et seront publics.

Le reste dépendra beaucoup de vous et du contenu que vous donnerez à vos contributions.

Si vos contributions visent effectivement à préparer un consensus, si elles prennent en compte les propositions et les observations des autres membres de la Convention, c'est ici, au sein de la Convention, que pourra s'élaborer, d'étape en étape, la substance du consensus final.

3. Ma troisième remarque est une simple réflexion.

Notre Convention constitue la première occasion, depuis la Conférence de Messine en 1955, où des responsables européens se donnent les moyens et les délais d'une réflexion approfondie sur l'avenir de l'Union de l'Europe.

Il y a eu certes, dans l'intervalle, plusieurs conférences intergouvernementales, mais celles-ci constituaient des enceintes pour des négociations diplomatiques entre les États membres, où chacun cherche légitimement à maximaliser ses gains, sans prendre en compte la vue de l'ensemble.

Le Conseil européen, de son côté, a décidé, à différentes reprises, de tenir des réunions sur l'avenir des institutions européennes, mais soit en raison de la pression des événements internationaux, soit du fait des contraintes pesant sur son emploi du temps, il est rare que ces délibérations aient pu se prolonger au-delà d'une journée.

De ce fait, les travaux de notre Convention présentent le caractère d'une re-fondation intellectuelle de l'avenir de l'Union européenne.

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, en conclusion, de faire appel à l'enthousiasme,

Un mot venu de la langue grecque, « en-thousia », qui signifiait "inspiré par un dieu". Dans notre cas, ce serait inspiré par une déesse, l'Europe !

On nous reproche souvent de ne pas faire rêver de l'Europe, de nous contenter de bâtir une structure compliquée, opaque, réservée aux seuls initiés de l'économie, et de la finance.

Et bien, rêvons d'Europe !

Imaginons un continent pacifié, libéré de ses cloisons et de ses entraves, et où l'histoire et la géographie seront enfin réconciliées, permettant ainsi à tous les États d'Europe de bâtir ensemble leur avenir, après avoir suivi des chemins séparés à l'Ouest et à l'Est.

Un espace de liberté et d'opportunité, où chacun pourra se déplacer selon sa préférence pour étudier, travailler, entreprendre, et compléter sa culture.

Un espace bien identifié par la manière dont il réussira la synthèse entre le dynamisme de la création, le besoin de solidarité, et la protection des plus faibles et des plus démunis.

Mais aussi, un espace où subsistent et se développent de fortes identités culturelles, à la fois conscientes de leurs origines, et curieuses des échanges entre elles, qui peuvent les stimuler.

Imaginons aussi la voix de l'Europe dans le monde. Son unité garantira son influence, et son autorité.

Chacun connaît la richesse de sa culture, et la vigueur toujours renouvelée de sa créativité.

L'Europe a apporté au monde la raison, l'humanisme et la liberté.

Elle est qualifiée pour faire entendre un message de modération, de recherche de solutions mutuellement acceptables, et d'attachement passionné à la paix.

Sa diversité culturelle garantit sa tolérance.

Elle doit aussi se montrer capable d'assurer sa propre sécurité, quelle que soit la nature des périls.

Oui nous pouvons rêver, et faire rêver de l'Europe !

Si nous échouions, chaque pays retournerait à une logique de libre échange. Aucun de nous, même les plus grands, n'aurait un poids suffisant vis-à-vis des géants du monde. Nous resterions alors chacun face à nous-mêmes, dans une interrogation morose sur les causes de notre déclin, et de notre situation de dominés.

Notre appel à l'enthousiasme s'adresse aux autres Européens, mais d'abord à nous-mêmes.

Pour entraîner et convaincre les autres, nous devons ressentir un intérêt passionné pour le succès de notre tâche, une tâche modeste dans sa forme, mais immense dans son contenu, car si elle réussit, selon le mandat qui nous est confié, elle illuminera l'avenir de l'Europe.

Vive l'Europe !

Je vous remercie.
